

Rwanda/Présidentielle Kagame haut la main !

AFP
Kigali/France

Le président sortant rempile à la tête de l'Etat avec un score de 98,66%.

LE chef de l'État sortant Paul Kagame, qui dirige le Rwanda d'une main de fer depuis 23 ans, a obtenu une victoire écrasante à l'élection présidentielle, en étant réélu avec plus de 98% des voix, selon des résultats partiels divulgués samedi.

La Commission électorale (NEC) a publié dans la nuit des résultats portant sur 80% des bulletins dépouillés, qui donnent M. Kagame très largement en tête avec 98,66% des suffrages exprimés, ses deux adversaires recueillant chacun moins de 1%.

La NEC estime que 97% des 6,9 millions d'électeurs inscrits ont voté. Selon ces résultats partiels, l'indépendant Philippe Mpayimana obtient 0,72% des suffrages exprimés, et Frank Habineza, leader du Parti démocratique vert, le seul parti d'opposition au Rwanda, recueille 0,45% des voix.

Dès le début de la soirée, alors que le scrutin s'était déroulé dans le calme vendredi, plusieurs centaines de personnes s'étaient réunies à Kigali devant un écran géant installé dans

un gymnase proche du stade national, pour fêter la victoire attendue de M. Kagame.

"UN HOMME EXCEPTIONNEL" • "Nous fêtons Paul Kagame", a lancé un jeune homme dansant au rythme d'une musique pop assourdissante. "Un bon résultat c'est le FPR de Paul Kagame, mais on est confiant, il va gagner", a confié un autre, Bruce Iraguha, 22 ans.

Avant même le scrutin, une large victoire de M. Kagame, 59 ans, un visionnaire pour les uns, un despote pour les autres, qui brigait un troisième mandat de sept ans, était attendue.

Ses deux adversaires étaient passés quasiment inaperçus dans une campagne phagocytée par le Front patriotique rwandais (FPR), parti contrôlant toutes les sphères de la société de ce petit pays de la région des Grands Lacs.

Paul Kagame "a libéré le pays, il a stabilisé le pays, et maintenant on peut marcher dans tout le pays nuit et jour sans problème", a expliqué Jean-Baptiste Rutayisire, un entrepreneur de 54 ans, qui a voté dans le même bureau du centre de Kigali que le président.

"Il a fait beaucoup pour le pays et il continue (...), c'est un homme exceptionnel", a-t-il ajouté, en avançant ne pas connaître MM. Mpayimana et Habineza.

Conscient de n'avoir quasi-



Photo : AFP

Avec plus de 98% des suffrages, la réélection de Paul Kagame à la tête du Rwanda a pris des allures de plébiscite.

ment aucune chance de l'emporter, M. Habineza s'était cependant réjoui que pour "la première fois depuis 23 ans un parti d'opposition se trouve sur les bulletins de vote", dans un entretien téléphonique vendredi avec l'AFP. Dans le Rwanda post-génocide, seuls des candidats indépendants ou alliés à M. Kagame avaient jusque-là pu se présenter à l'élection présidentielle.

OPPOSITION DE "FAÇADE" • En amont du scrutin, MM. Habineza et Mpayimana s'étaient plaints de nombreuses difficultés, dont le peu de temps à leur disposition

pour lever des fonds et faire campagne.

Lors d'un récent meeting, M. Habineza avait assuré à l'AFP que placarder les couleurs de son parti avait été un vrai défi : "On nous a dit qu'on ne pouvait pas mettre nos drapeaux là où le FPR avait mis les siens, mais malheureusement le FPR a mis les siens partout !".

La victoire de M. Kagame ne semblait faire aucun doute depuis le plébiscite par référendum en décembre 2015 - 98% des voix - d'une modification de la Constitution, critiquée par les observateurs, lui permettant de briguer un nou-

veau mandat de 7 ans et potentiellement de diriger le pays jusqu'en 2034.

Paul Kagame est l'homme fort du Rwanda depuis que le FPR a renversé en juillet 1994 le gouvernement extrémiste hutu ayant déclenché un génocide qui a fait 800 000 morts entre avril et juillet 1994, essentiellement parmi la minorité tutsi.

Il a d'abord été vice-président et ministre de la Défense, dirigeant de facto le pays, avant d'être élu président en 2000 par le Parlement. En 2003 et 2010, il a été reconduit au suffrage universel avec plus de 90% des voix.

M. Kagame est crédité du spectaculaire développement, principalement économique, d'un pays exsangue au sortir du génocide. Mais il est aussi accusé de bafouer la liberté d'expression et de réprimer toute opposition. De nombreuses voix critiques ont été emprisonnées, forcées à l'exil et pour certaines assassinées. Des observateurs assurent que les candidatures de MM. Habineza et Mpayimana ne sont qu'une "façade" à destination de la communauté internationale.

Selon Robert Mugabe, un des rares journalistes rwandais ouvertement critiques, "il n'y a pas d'élection au Rwanda, juste un couronnement".

Arabie Saoudite/Attaques contre l'ambassade et le consulat du Royaume à Téhéran

" Une opération organisée et orchestrée "

H.N.M
Libreville/Gabon

L'AMBASSEUR plénipotentiaire du royaume d'Arabie saoudite au Gabon, Adnan Abdurahman Al Mandeel, a animé une conférence de presse, vendredi dernier, au siège de l'ambassade, sis à Kalikak, dans le 1er arrondissement de Libreville. Une communication essentiellement axée sur les attaques contre l'ambassade du royaume à Téhéran, et du consulat général à Machhad.

Pour mémoire, le 2 janvier 2016, l'ambassade de l'Arabie saoudite dans la capitale iranienne avait été attaquée par des manifestants iraniens pour des affaires purement intérieures au royaume. Des manifestants avaient lancé des cocktails molotov contre le bâtiment diplomatique et avaient pu pénétrer à l'intérieur avant d'en être évacués par la po-

lice, même scénario au consulat saoudien dans la localité iranienne de Machhad, en violation des "principes et conventions internationales" qui consacrent l'inviolabilité des représentations diplomatiques.

Suite à ces incidents diplomatiques, le gouvernement iranien avait formulé le souhait d'obtenir une autorisation d'entrer dans l'ambassade et le consulat d'Arabie Saoudite afin de compléter les procédures d'enquête y relative. Ce à quoi Ryad avait favorablement répondu, mais à condition d'y associer une équipe saoudienne dans le processus de cette enquête qui concerne le royaume au premier chef.

Malgré le fait que l'équipe d'enquêteurs saoudiens ait pu obtenir des visas à partir du consulat iranien de Dubaï, le diplomate saoudien à Libreville relève le fait que "les autorités iraniennes ont refusé, jusqu'à ce jour, l'émission d'autorisation d'atterrissage à l'équipe saoudienne". Téhé-



Photo : COE

L'ambassadeur du royaume d'Arabie saoudite, Adnan Abdurahman Al Mandeel, lors de sa déclaration.

ran a plutôt réclamé le principe de réciprocité en liant cette autorisation à l'octroi des visas à l'équipe iranienne devant se rendre aux sièges des représentations diplomatiques iraniennes et aussi à l'équipe devant se rendre pour le suivi des enquêtes sur l'accident du Hadj 2015, consécutif à une violente bousculade des pèlerins

près de la Mecque, où l'Iran comptait le plus grand nombre de victimes. Selon l'ambassadeur Adnan Abdurahman Al Mandeel, le refus de la partie iranienne d'accueillir les enquêteurs saoudiens sur son sol conforte le fait que Téhéran ne veut pas "désamorcer la crise", en poursuivant "ses actes contraires aux principes et

conventions internationales". Non sans souligner que l'Iran n'est pas à sa première violation de représentations diplomatiques sur son territoire. Et de rappeler les assauts contre les ambassades des États-Unis avec prise d'otages en 1979, des ambassades d'Arabie saoudite et du Koweït en 1987, de la Russie (1988), du Pakistan (2009), de la Russie, encore (2011), etc.

Toutes ces considérations ont amené le diplomate saoudien à conclure que ces incidents diplomatiques ne sont moins qu'"une opération organisée et orchestrée et non une réaction spontanée des citoyens iraniens", comme veut le faire croire la version officielle iranienne. Pour l'heure, la partie saoudienne a rompu ses liens diplomatiques avec son voisin du Moyen-Orient et maintient sa volonté de vouloir convaincre l'Iran de réellement accepter la venue sur son sol des représentants saoudiens.

L'Afrique en bref

• **Cameroun/Attaque. Huit civils tués dans l'Extrême-Nord**

Huit civils ont été tués samedi soir dans un attentat-suicide dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, où les attaques du groupe jihadiste nigérian Boko Haram sont fréquentes, a-t-on appris de sources concordantes.

• **Nigeria/Violences. Douze morts dans une fusillade dans une église**

Au moins douze personnes ont été tuées hier dans une église du sud-est du Nigeria lorsqu'un ou plusieurs hommes armés ont ouvert le feu sur les fidèles, a-t-on appris de sources concordantes, la police estimant qu'une rivalité locale pourrait être la cause de l'incident.

• **Mali/Violences. Enquête sur des fosses communes**

La Mission de l'Onu au Mali (Minusma) a fait savoir samedi qu'elle enquêtait sur l'existence de fosses communes et sur de nombreuses accusations de violations des droits de l'homme par des groupes armés tentant de contrôler la région.

• **Tchad/Politique. Arrestation du chef d'un parti d'opposition**

Le chef d'un parti d'opposition tchadien, Mahamat Adoum, a été arrêté samedi alors qu'il se rendait avec d'autres membres de l'opposition à la prison de Moundou, dans le sud du Tchad, pour visiter l'ancien candidat à la présidentielle de 2016 détenu Laokein Médard, a-t-on appris hier.

A travers le monde

• **France/Attentat. Un homme arrêté avec un couteau à la Tour Eiffel**



Photo : AFP

Un jeune homme a arrêté samedi à Paris en possession d'un couteau au pied de la Tour Eiffel. Il voulait selon ses dires "commettre un attentat contre un militaire", alors que les forces de l'ordre françaises sont régulièrement prises pour cibles par les jihadistes.

• **Venezuela/Crise. Le pouvoir dit avoir déjoué une "attaque terroriste"**

Le gouvernement vénézuélien a affirmé avoir déjoué hier une "attaque terroriste", après l'apparition d'une vidéo montrant des hommes en tenue militaire se déclarant en rébellion contre le président socialiste Nicolas Maduro.